

Conférence de presse**18 juillet 2014****Ouverture du marché avec l'UE pour la « ligne blanche »**

Markus Ritter, président de l'Union Suisse de Paysans (USP)

Claire remise en question du rapport du Conseil fédéral

Les deux analyses scientifiques réalisées par la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL) constituent pour moi, en tant que parlementaire comme en tant que président de l'Union Suisse des Paysans, une base très importante et très utile en vue des débats politiques.

- Elles sont très importantes, car en considérant la réponse à la motion Marché laitier, la Commission puis, éventuellement, le Parlement, décideront de l'orientation future du plus grand secteur de l'agriculture suisse. Il serait toutefois illusoire de penser que pour l'agriculture toute entière, l'évolution s'arrêtera là. Cette question concerne dès lors le secteur agricole suisse dans son ensemble.
- L'étude complémentaire présentée aujourd'hui est particulièrement utile. Sans ces bases supplémentaires, le Parlement aurait pour seule référence le rapport de l'Administration et du Conseil fédéral, et se fourvoierait. Les éléments disponibles montrent que ledit rapport doit être clairement remis en question, non seulement au plan politique, mais aussi d'un point de vue scientifique. Face aux hypothèses irréalistes sur le comportement des exploitants qui ont été formulées, l'exploitant que je suis devient sceptique. Quant au politicien que je suis, il se dit qu'il n'est pas forcément le seul à se poser des questions sur la crédibilité des simulations.

Trois aspects importants – que le rapport du Conseil fédéral omet également – sont en outre sans cesse éludés dans les discussions.

- À l'heure actuelle déjà, la situation des revenus dans la production laitière est nettement inférieure à la moyenne. De plus, le Conseil fédéral suggère dans son rapport qu'il entend « économiser », par des pressions économiques, 20 % de la différence de coûts entre la Suisse et l'UE alors que les risques pour les exploitations augmentent. Dans un tel contexte, les jeunes exploitants seront beaucoup moins susceptibles de poursuivre la production laitière, et encore moins d'investir dans ce domaine. D'autres branches de production offrent des alternatives et un meilleur revenu par unité de travail. Les conséquences pour le reste de la filière laitière seraient considérables.
- Une ouverture sectorielle du marché du lait porterait un rude coup au professionnalisme de l'agriculture suisse. En production laitière aussi, il faut pouvoir couvrir les coûts. Sans valeur ajoutée, il n'existe plus d'incitation économique à produire. Le lait deviendrait alors un produit accessoire de l'agriculture suisse.
- Politiquement, il est très dérangeant que le modèle du Conseil fédéral réunisse dans un seul groupe les consommateurs et les grands distributeurs. En effet, il est capital de savoir si la baisse des prix des produits agricoles profiterait – comme aujourd'hui – aux grands distributeurs, ou plutôt aux consommateurs. Or, cette question demeure sans réponse.

Par ailleurs, eu égard à la situation sur le front de la politique commerciale extérieure, l'Union Suisse des Paysans ne voit pas de raison d'agir au niveau de la politique

Weststrasse 10
Case postale
CH-3000 Berne 6

Téléphone 031 359 51 11
Téléfax 031 359 58 51
psl@swissmilk.ch
www.swissmilk.ch

swissmilk

intérieure. À l'heure actuelle, l'OMC étant pour ainsi dire impuissante, la conclusion du Cycle de Doha est encore très lointaine. Le Parlement a par conséquent suspendu les négociations sur un accord de libre-échange avec l'UE. En collaboration avec les organisations sectorielles, nous évaluons les différents accords bilatéraux en tenant compte de la situation particulière et en faisant toujours valoir les intérêts supérieurs de l'agriculture suisse.

Renseignements : Markus Ritter, président de l'USP

079 / 300 56 93